À l'ombre de la veuve. L'affaire Gauthier F.A. – Hérissé M.M. (1872-1873)

Boris Battais

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2147>

DOI : 10.4000/abpo.2147

ISBN : 978-2-7535-1841-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 109-126

ISBN : 978-2-7535-1839-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Boris Battais, « À l'ombre de la veuve. L'affaire Gauthier F.A. – Hérissé M.M. (1872-1873) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-4 | 2011, mis en ligne le 20 décembre 2012, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2147> ; DOI : 10.4000/abpo.2147

À l'ombre de *la veuve* L'affaire Gauthier F.A. – Hérissé M.M. (1872-1873)

Boris BATAIS

Doctorant

CERHIO UMR 6258 – Université d'Angers

En mars 2009, les *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* publiaient un numéro consacré au fait divers en province. Frédéric Chauvaud y situait le fait divers comme « un objet de recherche complexe, le portrait d'une époque et parfois le reflet des peurs des sociétés locales et régionales¹ ». Faisant écho à ce recueil d'études, le présent article se propose d'évoquer une affaire qui, à en croire les archives disponibles (archives judiciaires, presse, etc.) ainsi que la multiplicité des regards portés par les contemporains (institution judiciaire, journalistes, politiques, responsables religieux locaux...) ², a profondément marqué l'opinion angevine au début des années 1870. En effet, dans un contexte général où « le fait divers a colonisé l'imaginaire de la société et fait la conquête des colonnes des journaux³ », cette affaire offre à l'historien des sources variées et nombreuses lui permettant de croiser les regards sur le parcours de deux criminels mais aussi de les

1. CHAUVAUD, Frédéric, « Présentation. Le fait divers en province », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 116, 1, 2009, p. 8.

2. Notre recherche s'est appuyée sur deux types de sources. Les dossiers judiciaires ont primé, dont le dossier de procédure contre Gauthier et Hérissé conservé aux Archives Départementales du Maine-et-Loire (2 U 1945). Le dossier de recours en grâce accessible aux Archives Nationales (BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73) constitue lui aussi une mine d'informations tant les documents qu'il contient sont variés (documents émanant de responsables politiques ou religieux locaux et nationaux qui laissent transparaître des enjeux et des intérêts parfois contradictoires). Nous nous sommes aussi appuyés sur la presse locale, particulièrement *Le Journal d'Angers* (Arch. dép. du Maine-et-Loire, 69 Jo 2) et surtout *Le Journal du Maine-et-Loire* (Arch. dép. du Maine-et-Loire, 79 Jo 69). Pendant les sept mois séparant le crime de l'exécution de Gauthier, *Le Journal du Maine-et-Loire*, par la plume de son chroniqueur Édgar Grangé, nous livre des articles relatant les divers épisodes de l'affaire où s'expriment aussi des regards, des représentations et des enjeux moraux, sociaux, politiques ou judiciaires.

3. *Ibidem*, p. 12.

interroger en tant que pratiques discursives et constructions intellectuelles qui révèlent des enjeux multiples.

Dans les lignes qui vont suivre, nous nous interrogerons sur la manière dont, à partir de représentations et d'élaborations intellectuelles de figures variées de la monstruosité, des acteurs différents (nationaux et locaux) concourent à la construction sociale d'un fait divers révélateur d'un contexte historique et local particulier.

Les faits

Un assassinat dans l'arrondissement de Baugé

Le 23 septembre 1872, vers 23 heures, une femme frappe à la porte de la ferme des Granges située dans la commune de Châlonnes-sous-le-Lude (départ. du Maine-et-Loire), chez un nommé Bardet. Ce dernier se lève et reconnaît aussitôt Marie-Madeleine Hérissé, la femme d'Auguste Bruère, cordonnier à Broc⁴. Elle raconte qu'elle vient d'être attaquée avec son mari par un inconnu. Revenant tous deux de chez le père de Bruère, à Meigné, vers Broc, ils auraient aperçu une ombre et un coup de feu aurait retenti. Le mari, s'enfuyant dans un champ en bordure de la route, en criant « Grâce ! à l'assassin ! », aurait été poursuivi par l'agresseur et d'autres détonations se seraient fait entendre. Elle serait, selon ses dires, tombée évanouie, saisie de frayeur et, à son réveil, serait partie chercher des secours.

Bardet et d'autres personnes, que la femme Bruère est allée chercher entre temps au bourg de Châlonnes, partent en direction des lieux du drame. Arrivant sur la route désignée par la femme Bruère, ils pénètrent dans le champ qui la borde et y découvrent le cadavre du mari Bruère. La femme lui soulève la tête et l'embrasse en poussant des cris de douleur.

L'enquête et ses conclusions

Informés de ce crime⁵, le juge de paix de Noyant et les magistrats du Parquet de Baugé se rendent sur les lieux pour effectuer les premières

4. Qu'elles émanent de l'institution judiciaire ou de la presse, les sources disponibles pour l'historien, si elles sont riches, demeurent évidemment des discours subjectifs et des constructions où se mêlent des représentations, des valeurs, des angoisses ou des inquiétudes sociales particulières. Ainsi, qui cherche à analyser des discours, des représentations ou des constructions intellectuelles telles que la figure criminelle des accusés ou le fait divers, se doit dans un premier temps de les « déconstruire » et de leur ôter leur dimension subjective. Nous avons donc fait le choix de livrer dans un premier temps au lecteur les faits « à l'état brut ». Ils sont pour l'essentiel contenus dans l'acte d'accusation contre Gauthier et Hérissé, Arch. départ. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 109.

5. Sur les procédures d'enquêtes, voir Farcy, Jean-Claude, Kalifa, Dominique et Luc Jean-Noël, *L'Enquête judiciaire en Europe au XIX^e siècle. Acteurs – Imaginaires – Pratiques*, Grâne, Créaphis, 2007, 385 p.

constatations⁶. Le cadavre gît dans le champ, à environ seize mètres de la route. La position du corps semble indiquer que Bruère, fuyant devant son agresseur, a fait une chute et qu'au moment où il tentait de se relever, il aurait été frappé mortellement. Des objets de valeur (montre, chaîne) et une somme de 17 francs sont retrouvés sur la victime, ce qui exclut le vol comme mobile du crime.

Transporté à Broc, le cadavre est remis au docteur Varrailon qui procède à l'autopsie⁷. Les conclusions du médecin sont les suivantes : « 1- Bruère a été blessé étant vivant ; 2- une des blessures a été produite par une arme à feu qui était un revolver du calibre de sept millimètres ; 3- les autres blessures ont été produites par un couteau pointu, très tranchant, à lame large, et tel que celui qui nous a été présenté et est avec les pièces de conviction ; 4- des sept blessures, deux seulement sont mortelles, la deuxième et la troisième ; 5- la mort est le résultat de deux blessures mortelles ; 6- les blessures faites avec un couteau l'ont été alors que Bruère était à terre ; 7- il n'y a pas eu lutte entre la victime et son assassin ; 8- un seul assassin a frappé avec le couteau⁸. » Si on suit le rapport du médecin légiste, trois des blessures faites avec le couteau ont traversé le cou de part en part. La violence de ces coups a été telle que l'arme, rentrée au côté gauche, est sortie du côté droit, et a touché l'épaule. Deux d'entre elles furent « fatalement mortelles : l'une avait coupé les artères carotides, l'autre avait complètement tranché la moelle épinière et les vaisseaux qui l'accompagnent : l'effet avait dû être foudroyant. Ces blessures n'avaient pu être faites que par un homme d'une vigueur extraordinaire. L'un des bras de la victime portait des empreintes de doigts : la forme et la profondeur de ces empreintes montraient que la main qui les avait laissées était d'une force herculéenne⁹ ».

La rumeur publique¹⁰ désigne presque immédiatement comme les auteurs probables de ce crime la femme Bruère elle-même et un nommé François-Adrien Gauthier (dit « Isidore »), cocher chez M. de la Poëze au château de Maulne. Depuis fort longtemps, il est notoire qu'ils entretiennent

6. Sur ce point, voir CHAUVAUD, Frédéric, « Les territoires de l'effroi. La scène de crime dans les récits judiciaires » dans : CHAUVAUD, Frédéric et PÉRET, Jacques, *Terres marines. Études en hommage à Dominique Guillemet*, Rennes, PUR/Université de Poitiers, 2005, p. 213-220.

7. Sur l'histoire de la médecine légale, voir le numéro récent de la *Revue d'histoire des sciences humaines*, « La médecine légale, entre doctrines et pratiques », Paris, Éd. Sciences Humaines, 2010/1, n° 22, 260 p.

8. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 24, Rapport du docteur Varrailon en date du 25 septembre 1872, 20 p.

9. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 109.

10. Sur les rumeurs, voir les travaux de François Ploux, notamment : PLOUX, François, « Imaginaire politique et représentations sociales : les rumeurs dans les campagnes françaises sous le Second Empire », *Ruralia*, 1999-05, [en ligne], mis en ligne le 25 janvier 2005. [<http://ruralia.revues.org/document109.html>] et PLOUX, François, *De bouche à oreille : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 2003, 289 p.

nent tous deux des relations intimes¹¹. La femme Bruère est arrêtée et les magistrats se rendent au château de Maulne pour y chercher et interroger le nommé Gauthier. Ce dernier proteste de son innocence. La perquisition faite à sa demeure reste sans résultat¹². Questionné sur son emploi du temps au cours de la soirée du 23 septembre, il affirme s'être couché vers 21 heures et qu'un des domestiques de la maison, un nommé Audin, est venu frapper à sa porte pouvant ainsi faire état de sa présence ce soir-là au château. Il prétend ensuite n'avoir jamais possédé d'armes¹³. Des démentis formels viennent contredire ces propos : Audin affirme ne pas avoir rendu visite à Gauthier ce soir-là ; un autre domestique, nommé Dubois, affirme que deux semaines avant l'assassinat, il a vu un revolver dans les mains du cocher ; enfin, la cuisinière du château déclare qu'un gros couteau de cuisine a été volé la veille du jour du crime et retrouvé, le 24 septembre, à un endroit où elle était sûre de ne l'avoir jamais déposé.

Les aveux des suspects et de nouvelles preuves

Alors que ces graves indices viennent d'être recueillis, la femme Bruère déclare que c'était bien Gauthier, qui d'accord avec elle, a assassiné son mari dans la soirée du 23 septembre¹⁴. Gauthier, dans un premier temps, nie tout en bloc. Enfin, lors d'une dernière interpellation, il lâche : « Eh bien puisqu'elle est assez maladroite pour le dire, moi je vous dis que c'est elle qui m'a forcé à faire ce que j'ai fait : j'en ai les preuves¹⁵. » Il conduit alors les magistrats dans un petit bois voisin de son pavillon, y déterre un linge dans lequel se trouvent cachées avec le revolver, onze lettres que lui a adressées la femme Bruère¹⁶.

Les lettres des amants¹⁷ et leurs déclarations¹⁸ éclairent dès lors les mobiles et les circonstances du drame. Gauthier est entré comme cocher au service de M. de la Poëze en 1869. Dès cette époque, il se lia d'amitié avec Auguste Bruère, alors marié depuis quatre ans avec Marie-Madeleine Hérissé. Appelé en 1870 sous les drapeaux, il revint à Maulne après la guerre. Les relations qu'il entretenait alors avec le couple Bruère étaient très amicales.

11. Concernant l'homicide conjugal, voir : GAGNON, Gemma, « L'homicide conjugal et la justice française au XIX^e siècle », dans BARD, Christine, CHAUVAUD, Frédéric, PERROT, Michelle et PETIT, Jacques-Guy, *Femmes et justice pénale (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 139-147. Sur le lien entre femmes et faits divers, voir la seconde partie de CHAUVAUD, Frédéric (dir.), « Le Fait divers en province », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 116, 1, 2009, p. 89-142. Cette deuxième partie contient quatre articles intéressants pour le thème de notre étude.

12. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 7.

13. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 13.

14. Aveux de M.M. Hérissé, femme Bruère, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, Dossier Gauthier – Hérissé.

15. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, Dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 15.

16. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 16.

17. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 21, 22 et 91.

18. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 8 et 15.

Vers le mois de février 1872, Gauthier et la femme Bruère commencèrent à se voir tous les deux et une liaison intime s'établit. Les accusés avouent que, dès lors, ils essayèrent d'attenter à la vie du mari devenu « gênant ». Tout en s'en renvoyant la responsabilité, ils évoquent des tentatives ratées d'empoisonnement (mai 1872) et d'assassinat (le 18 août 1872).

Jusqu'à cette époque, Bruère ignorait tout des relations qu'entretenait sa femme avec son ami. Il en fut averti à la fin du mois d'août 1872, par une lettre anonyme¹⁹. Ne voulant pas y croire dans un premier temps, il y fut contraint lorsque, le 1^{er} septembre, il surprit Gauthier donnant un billet à sa femme. S'en saisissant, il le lut et n'eut plus de doutes. Il écrivit alors à Gauthier pour lui interdire sa maison, lui reprocher sa conduite et l'adjurer de quitter le pays. Les deux amants continuèrent tout de même de se voir, soit chez les Bruère lorsque le mari était absent, soit dans les environs où elle lui donnait rendez-vous. Ils avaient cependant de plus en plus de mal à se rencontrer, et ces difficultés ne firent qu'augmenter leur passion et, en même temps, hâter leur désir de se débarrasser d'Auguste Bruère. Dans ses lettres adressées à Gauthier, la femme Bruère écrivait : « Tel jour, il passera à tel endroit, tu y seras et tu feras le coup²⁰. » Ainsi, selon leurs aveux, ils tentèrent d'assassiner Bruère à cinq reprises dans un intervalle de trois semaines, (au cours des premiers jours de septembre, le 12 septembre, le 15 septembre, le 17 septembre et le 21 septembre). Si ces cinq tentatives échouèrent, la sixième fut la bonne.

À la suite des reproches faits par la femme Bruère à Gauthier concernant l'échec du 21 septembre, ils prévoyaient que le couple irait rendre visite au père d'Auguste Bruère dans la journée du 23 septembre. Il était convenu que le couple partirait le soir à 21 heures de Meigné et prendrait la route reliant son bourg à celui de Broc. Ce soir-là, Gauthier s'embusqua derrière une haie sur la route de Châlonnes-sous-le-Lude et attendit avec son revolver et le large couteau volé au château. Lorsque Madeleine Hérissé et son mari passèrent, il bondit derrière eux. La femme s'écarta et Gauthier fit feu sur le mari, mais le rata. Celui-ci s'enfuit, Gauthier le poursuivit sur environ 200 mètres en déchargeant plusieurs coups de feu qui n'atteignirent pas la victime. Bruère sauta dans un champ, mais une balle l'atteignit à la tête et le fit tomber. Gauthier se précipita sur lui et l'acheva de six violents coups de couteau. La femme Bruère, après avoir suivi à distance le crime, partit pour Châlonnes. Gauthier rentra au château de Maulne.

Les représentations sociales des criminels : enjeux et stratégies

Le fait divers et la figure monstrueuse des criminels

Pour Anna Caiozzo et Anne-Emmanuelle Demartini, « ce sont [...] au premier chef les modalités de la construction sociale des monstres qui doi-

19. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 23.

20. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 91, lettre n° 10.

vent retenir l'attention de l'historien²¹ », cette construction donnant à voir une transgression de normes socialement inacceptable et inacceptée. Or, l'appréciation de la gravité de la transgression peut changer selon le temps ou l'espace, ce qui lui confère son caractère fondamentalement historique. Mais la construction de la figure du monstre dans laquelle interviennent, comme nous allons le voir, des acteurs variés croise alors celle du fait divers. Le chroniqueur du *Journal de Maine-et-Loire*, Édgar Grangé, n'hésite pas à « arranger et pimenter un fait divers²² » comme l'affaire Gauthier – Hérissé²³. Quoi de mieux pour attirer le lecteur avide de sensations plus ou moins morbides que de lui livrer l'inimaginable, le monstrueux ? La construction du fait divers s'apparente alors très vite à un repoussoir de l'intolérable et à un réservoir des normes acceptables, tandis que le fait divers, arrangé et construit, structure la figure de la monstruosité. Mais pour que cette dernière prenne corps dans l'opinion, « il faut que le crime résiste à la compréhension, qu'il porte en lui une part d'énigme, diffuse autour de lui une profonde opacité²⁴ ».

Aussi, la veille de l'ouverture du procès, Édgar Grangé cherche-t-il à conférer au crime de Broc les caractères singuliers et sensationnels constitutifs de l'acte monstrueux. Il le présente alors comme « un des plus graves assassinats qu'on ait vu depuis longtemps au rôle de la cour²⁵ ». Le surlendemain, il affirme que « si ce procès se fût déroulé à Paris, et pour des gens de condition plus élevée, il eut certes pris rang parmi les causes célèbres : il est difficile, en effet, d'imaginer, de rêver drame plus lugubre, plus affreux, plus émouvant que celui qui se déroulait toute la journée d'hier devant le nombreux public remplissant la salle de la cour d'assises d'Angers²⁶ ».

21. CAIOZZO, Anna et DEMARTINI, Anne-Emmanuelle, « L'histoire des monstres : questions de méthode », dans : CAIOZZO, Anna et DEMARTINI, Anne-Emmanuelle (dir.), *Monstre et imaginaire social*, Paris, Créaphis, 2008, p. 16. Sur la figure du monstre en histoire : BERTRAND, Régis et CAROL, Anne (dir.), *Le « monstre » humain. Imaginaire et Société*, collection « Le temps de l'histoire », Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2005, 214 p.; CORBIN, Alain, COURTINE, Jean-Jacques et VIGARELLO, Georges, *Histoire du corps*, t. III, Paris, Le seuil, 2006, 522 p.

22. CHAUVAUD, Frédéric, « Le fait divers en province », *op. cit.*, p. 9.

23. Sur l'histoire du journalisme et des journalistes, voir notamment : KALIFA, Dominique, « Les tâcherons de l'information : petits reporters et faits divers à la Belle Époque », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1993, p. 578-603; DELPORTE, Christian, *Les Journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999, 454 p.; MARTIN, Marc, *La Presse régionale. Des Affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002, 501 p. S'ils ne portent pas tous sur la fin du XIX^e siècle ou sur le traitement journalistique du fait divers, beaucoup de travaux des deux derniers auteurs traitent de la figure sociale du journaliste et méritent par conséquent d'être consultés.

24. KALIFA, Dominique, « Qu'est-ce qu'une affaire au XIX^e siècle ? », dans : BOLTANSKI, Luc, CLAVERIE, Élisabeth, OFFENSTADT, Nicolas et VAN DAMME, Stéphane, *Affaires, scandales et grandes causes de Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007, p. 199.

25. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 38 du 13 février 1873, article signé par Édgar Grangé.

26. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 40 du 15 février 1873, article signé par Édgar Grangé.

Si lors du procès, la lecture de l'acte d'accusation provoque l'indignation d'une grande partie de l'assistance, le journaliste, soucieux que les accusés revêtent le même caractère intolérable et infamant que les actes pour lesquels ils sont jugés, mentionne que « les accusés, eux, baissent la tête, de temps en temps se couvrent le visage de leur mouchoir, mais ne versent pas une larme²⁷ ». Avec le même but, un autre journaliste note que « les accusés ont montré pendant toute la durée des débats une insensibilité qui ressemblait au cynisme, et qu'ils ont conservée jusqu'à la prononciation de la condamnation terrible²⁸ ». Ce froid détachement détaillé dans la presse locale « caractérise en premier lieu le monstre humain²⁹ ». À ce détachement et ce cynisme froid, certains ajoutent le physique ingrat de l'accusée : « La femme Bruère est une grosse paysanne, portant bonnet, sa figure n'a aucune expression. On se demande, en la voyant, comment elle a pu inspirer une passion quelconque à un jeune homme, surtout moins âgé qu'elle de près de cinq années³⁰. » Ainsi le physique peu avantageux de l'accusée annonce-t-il son immoralité. Mais cette remarque du journaliste révèle aussi à l'historien des normes sociales et culturelles sur le couple : le simple fait que la femme soit plus âgée [de cinq ans *seulement*, dirions-nous aujourd'hui] que l'homme constitue en soi un fait susceptible de poser question et de jeter la suspicion sur la nature de leur relation amoureuse.

La description de Gauthier, si elle paraît *a priori* nettement moins tranchante, est quant à elle révélatrice de la sensibilité pénale de cette fin du XIX^e siècle. Il « a une physionomie assez douce; il porte un vêtement de coutil et ses cheveux sont très bien peignés : "c'est un petit blondin" comme dit M^e Cubain (l'avocat de la femme Bruère), et l'on ne s'explique pas que ce jeune homme ait pu se rendre coupable de pareils crimes ». Pour le journaliste, rien dans le physique de Gauthier (au contraire de celui d'Hérissé), pas même une difformité, ne laisse entrevoir des raisons expliquant un tel crime. Dans un contexte où la personnalité criminelle comme la folie homicide sont au cœur des débats judiciaires et où l'idée neuve de « dégénérescence » se diffuse, les propos du journaliste révèlent une certaine confusion entre folie et crime, la distinction apparaissant d'ailleurs de plus en plus insoluble en cette fin de siècle³¹. Aussi, l'« anormalité », premier élément de la monstrosité, est-elle présentée surtout comme une incapacité à se

27. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 44 du 20 février 1873, article signé par Édgar Grangé.

28. *Le Journal d'Angers*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 69 Jo 2, n° 276 des 15 et 16 février 1873. Article non signé.

29. CHAUVAUD, Frédéric, *Les Criminels du Poitou*, Paris, Geste, 1998, p. 116.

30. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 44 du 20 février 1873, article signé par Édgar Grangé.

31. Sur l'histoire de la folie et les liens entre folie et criminalité voir : GAUCHET, Marcel (en collaboration avec Gladys SWAIN), *Dialogue avec l'insensé. À la recherche d'une autre histoire de la folie*, Gallimard, Paris, 1994; GUIGNARD, Laurence, *Juger la folie. La folie criminelle devant les Assises au XIX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, 288 p.; FOUCAULT, Michel, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Gallimard, 1972; SWAIN, Gladys, *Le Sujet de la folie*, Paris, Calmann-Lévy, 1997 (rééd.), 193 p.; SWAIN, Gladys (en collabora-

plier à la norme sociale, donc à l'ordre social lui-même, la question criminelle devenant surtout un problème de maintien de l'ordre³². S'influençant mutuellement et utilisant des registres lexicaux très proches, les autorités judiciaires et politiques insistent aussi sur le caractère monstrueux et l'effroyable logique asociale des accusés. En effet, dans une lettre envoyée au Garde des Sceaux Jules Dufaure, le Président des assises souligne que « la conscience publique a été révoltée par la cruauté froide, implacable, persévérante des assassins³³ ». Par son apparence ordinaire, mais aussi par son inaccessibilité à la pitié dans la froide réalisation d'un acte longtemps réfléchi et intolérable socialement, Gauthier devient quant à lui la figure même du « monstre moral ». Le procureur général Duchasténier insiste lui sur le « caractère particulièrement odieux de perfidie et de cruauté³⁴ » de l'assassinat, tandis qu'Adolphe Thiers parle de Gauthier comme d'un être « atroce » et « abominable³⁵ ».

Les deux criminels, figures asociales par essence, ne sont donc pas présentés de la même façon. On reconnaît à Gauthier une énergie cruelle et froide dans la consommation du crime, une énergie largement soulignée par les conclusions du médecin légiste et qu'aucune forme de raison n'a pu endiguer. On voit dans le comportement de la femme Bruère, et notamment dans la préparation du crime, une dimension plus audacieuse et plus déterminée. La femme est présentée comme appartenant à cette « variété hybride du monstre froid, le monstre calculateur [qui] manifeste une résolution hivernale que n'aurait pas supporté la grande majorité des justiciables³⁶ ».

Valorisation de la victime et renforcement du caractère asocial des criminels

La présentation angélique de la victime du crime, Auguste Bruère, prend le contre-pied de celles des accusés donnant ainsi tout son sens à la stratégie de diabolisation du crime commis et de ses auteurs. Edgar Grangé décrit Bruère dans *Le Journal de Maine-et-Loire* : « Un honnête homme, des plus honorables et des plus estimés, vivait à Broc, canton de Noyant,

tion avec M. GAUCHET), *La Pratique de l'esprit humain. L'institution asilaire et la révolution démocratique*, Paris, Gallimard, 1980.

32. RENNEVILLE, Marc, *Crime et folie. Deux siècles d'enquêtes médicales et judiciaires*, Paris, Fayard, 2003, p. 179.

33. Rapport sur une double condamnation capitale – Ministère de la justice, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

34. Lettre du Procureur général auprès de la cour d'assises d'Angers au Garde des Sceaux en date du 20 février 1873, dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, Arch. Nat., BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73. En ce qui concerne la magistrature angevine au XIX^e siècle, voir BERNAUDEAU, Vincent, *La Justice en question. Histoire de la magistrature angevine au XIX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, 350 p.

35. Note d'Adolphe Thiers du 29 mars 1873, Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, Arch. Nat., BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

36. CHAUVAUD, Frédéric, *op. cit.*, p. 123.

sur les confins du Maine-et-Loire, entre le département de la Sarthe et celui d'Indre-et-Loire ; il s'appelait Bruère, était cordonnier de son état, tenait un petit magasin de différentes marchandises et venait d'être nommé facteur auxiliaire de la poste aux lettres³⁷. » On donne donc à voir un homme travailleur, honnête, qui multiplie les activités, un homme dont l'honneur est reconnu par la communauté à laquelle il appartient, un homme bien intégré et utile à la société par les fonctions qu'il occupe. L'assassinat constitue dès lors une agression contre les valeurs fondamentales de la société et de la bourgeoisie dominante : la vie humaine d'abord, mais aussi le travail, l'honnêteté, l'honneur et l'utilité sociale. Les accusés, êtres asociaux car incapables de se plier à ces normes, sont relégués au ban d'une société que l'on veut stable et reposant sur des valeurs garantes de l'ordre social.

Évoquant ensuite la réaction de la victime lorsqu'elle apprend la liaison de sa femme avec son ami, le journaliste mentionne que Bruère « écrivit alors à Gauthier la lettre la plus digne et la plus convenable qu'on puisse lire ». En fait, est évoquée dans cette lettre une provocation en duel qui caractérise à cette époque les valeurs de dignité et d'honneur que l'on attribue ici à Bruère³⁸. Et la manière dont s'est déroulé l'assassinat (préméditation, guet-apens, vitesse d'exécution) s'oppose radicalement à ce corpus de valeurs. À l'honneur et la dignité de la victime, répondent la fourberie et le mensonge des criminels qui, après avoir entretenu dans le secret une relation jugée criminelle et abjecte, ont consommé leur crime avec une bassesse et une cruauté ne laissant aucune place à la pitié.

Par la construction du fait divers suivant un processus de valorisation de la victime et des qualités qu'on lui attribue, on renforce le caractère monstrueux du crime et de ses auteurs. Leurs froids comportements sont alors perçus comme l'expression d'effroyables logiques criminelles en totale contradiction avec les valeurs et les normes de la société que les jurés sont sensés défendre.

Caractère institutionnel du mariage et amour impossible

L'« ordre moral » souhaité par les conservateurs des années 1870 a été étudié par de nombreux historiens et est bien connu³⁹. Renvoyant à une

37. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 40 du 15 février 1873, article signé par Édgar Grangé.

38. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 22, lettre 1. Sur l'histoire du duel, voir : JEANNENEY, Jean-Noël, *Le Duel. Une passion française. 1789-1914*, Paris, Seuil 2004, 230 p. ; MONESTIER, Martin, *Duels*, Paris, Éd. Du Cherche-Midi, 2005, 347 p. ; GUILLET, François, *La Mort en face. Histoire du duel de la Révolution à nos jours*, Paris, Aubier, Collection historique, 2008, 429 p.

39. Sur le contexte politique et judiciaire des débuts de la III^e République, voir les ouvrages généraux suivants : BROCHE, François, *La Troisième République. De Thiers à Casimir-Perier (1870-1895)*, T.1, Paris, Pygmalion-Éditions, 2001, 539 p. ; MAYEUR, Jean-Marie, *Les Débuts de la III^e République, 1871-1898*, collection « Nouvelle Histoire de la France contemporaine », t. 10, Paris, Le Seuil, 1999, 256 p. ; LEJEUNE, Dominique, *La France des débuts de la III^e République, 1870-1896*, Paris, A. Colin, 2007, 192 p.

société dominée par les principes religieux, le terme souligne une fracture entre deux France : celle qui est attachée aux principes de sécularisation hérités de la Révolution française et celle qui fait des dogmes chrétiens le ciment des sociétés. Affirmant « une volonté de repentir, de pénitence et d'expiation », il révèle le sentiment de nombreux conservateurs selon lequel « l'influence de la religion est capitale pour le destin des sociétés⁴⁰ ».

Comme l'a montré Jean-Luc Marais, le Maine-et-Loire est un département divisé sur le plan politique⁴¹. Les Républicains y ont connu quelques victoires entre 1870 et 1874, victoires qui peuvent laisser craindre aux conservateurs catholiques locaux une possible perte d'influence et, par conséquent, favoriser indirectement un raidissement et des prises de position normatives et morales de leur part (comme dans notre affaire). Mais, globalement, ces succès républicains sont sans lendemain et l'influence des conservateurs se maintient. À partir du milieu des années 1870 (et jusqu'en 1914), la géographie politique du département est stable : les circonscriptions de Cholet et Segré, historiquement marquées par les combats anti-républicains, sont constamment gagnées par la droite conservatrice, tout comme celle d'Angers rural. Celles de Saumur et de Baugé passent du bonapartisme à la République, celle d'Angers-ville étant acquise à la République. Or, même si des nuances et des résistances locales ou ponctuelles dans le temps sont à noter, les députés du Maine-et-Loire sont, à plusieurs reprises, tous conservateurs (et déclarés comme tels), fussent-ils « républicains ». S'identifiant « avec la défense de la présence sociale de l'Église⁴² », le camp conservateur reste bien très puissant dans tout le département.

Dès lors, le mariage, qui pour certains reste une affaire de cœur, demeure alors avant tout, en tant que sacrement, une institution marquée par de fortes pressions religieuses, morales et sociales⁴³. En témoigne le discours prononcé une dizaine d'années après notre affaire, le 19 juillet 1884 au moment du vote de la loi Naquet sur le divorce, par M^{gr} Freppel, évêque d'Angers, devant les députés :

« Qui vous a demandé le divorce ? Qui messieurs ? Quelques femmes écervelées, quelques romanciers qui se font un jeu des mœurs et des lois. Voilà ceux qui vous ont demandé le divorce et auxquels vous sacrifiez le grand principe de l'indissolubilité du mariage. Et dans cette campagne anti-française, anti-catholique, sur qui se seront-ils appuyés ? [...] Pour faire aboutir cette loi, ils se sont appuyés sur une poignée d'israélites. [...] Eh bien, messieurs, il me reste assez d'honneur français et de fierté chrétienne pour ne pas abaisser, en ce qui me concerne, devant les israélites, les barrières

40. MAYEUR, Jean-Marie, *Les débuts de la III^e République...*, op. cit. p. 11.

41. MARAIS, Jean-Luc, *Le Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, A. et J. Picard, 2009, p. 112.

42. *Ibidem*, p. 116.

43. Sur le mariage, voir notamment les travaux de Sabine Melchior-Bonnet et de Catherine Salles : MELCHIOR-BONNET, Sabine, SALLES, Catherine, *Histoire du mariage : Entre raison et fortune, la place de l'amour ?*, Paris, La Martinière, 2001, 215 p. ; MELCHIOR-BONNET, Sabine, SALLES, Catherine, *Histoire du mariage*, Paris, Robert-Laffont, 2009, 1229 p.

de la civilisation chrétienne [...] Par la loi que vous allez voter, vous prononcerez le divorce entre la III^e République et l'Église catholique. Eh bien, votez cette loi ! Allez si vous voulez aller du côté d'Israël, allez vers les juifs ! Nous restons, nous, du côté de l'Église et de la France⁴⁴. »

S'il illustre l'état d'esprit particulièrement nationaliste et antisémite des conservateurs très puissants dans le Maine-et-Loire ainsi que le poids de la morale religieuse dans la direction des conduites au sein des sphères privée et familiale, ce discours est aussi révélateur des enjeux moraux et religieux dans la construction sociale locale des figures de la monstruosité.

La passion des deux amants, dont les preuves rythment les lettres de la femme Bruère à Gauthier, témoigne d'un amour impossible. Les normes sociales et les cadres institués sont en effet trop importants pour qu'ils puissent « vivre » leur amour ne serait-ce que légalement, l'adultère constituant même un sacrilège. Ni le divorce (qui n'existe pas légalement à cette période), ni la séparation par corps du couple Bruère ne peuvent être véritablement envisagés.

En proclamant la religion catholique comme religion d'État en 1816, la Restauration abolissait le divorce prévu dans des cadres très restrictifs et inégalitaires par le code napoléonien de 1804. S'ouvrait alors une période de 70 ans de mariage indissoluble. Tout au long de cette période, le spectre de la débauche et de la prostitution généralisée alimente tous les fantasmes. La loi de 1816 maintenait cependant six articles du Code civil sur la séparation de corps. Chacun des époux pouvait la demander pour excès, sévices et injures graves, adultère ou condamnation à une peine infamante. En matière d'adultère, la séparation n'était prononcée contre le mari que s'il avait entretenu une concubine dans le domicile conjugal. La séparation de corps entraînait celle des biens et les deux époux pouvaient avoir des domiciles distincts. En revanche, le mariage n'était pas dissout : non seulement les séparés ne pouvaient pas se remarier, mais la femme demeurait incapable. Elle pouvait même être poursuivie pour adultère, alors que le mari était à l'abri de toute sanction de son infidélité, puisqu'il n'y avait plus de domicile conjugal.

Pour notre affaire, si la séparation par corps pour adultère, sur demande d'Auguste Bruère était possible, une des lettres envoyées par Bruère à Gauthier⁴⁵ montre que l'honneur et la dignité du mari le poussèrent davantage à une provocation en duel qu'à une « lâche » démarche juridique. Notons que si le mari avait consenti à un tel déshonneur, le couple aurait eu à composer avec la pesante vindicte populaire de l'entourage villageois en plus des possibles poursuites judiciaires pour adultère.

Le poids des contraintes juridiques, sociales et culturelles permet dès lors de concevoir les motivations des deux amants qui ont vu dans l'élimi-

44. Discours cité par THERY, Irène, dans : *Le démariage. Justice et vie privée*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 67.

45. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U 1945, dossier Gauthier – Hérissé, doc. n° 22, lettre 1.

nation d'un mari « gênant » le seul moyen pour vivre « pleinement » leur amour.

La responsabilité des condamnés et l'exemplarité de la peine : le sort des criminels

La question de la responsabilité

La responsabilité de François-Adrien Gauthier et de Marie-Madeleine Hérissé est au cœur des débats durant toute l'affaire⁴⁶. Pour le Président des assises, les deux condamnés « sont [...] également coupables et doivent subir la même peine, car si la femme a été plus audacieuse et plus déterminée dans la perpétration du crime, Gauthier a montré dans la consommation une énergie plus regrettable et tout aussi criminelle⁴⁷ ». La femme a été l'instigatrice, l'amant n'a pas eu la force de résister à l'influence de sa maîtresse : tous deux sont donc coupables au même degré et doivent subir le même sort. D'autres personnes travaillent à montrer que la femme Bruère est plus coupable que Gauthier dans cette affaire. C'est bien sûr l'avis exprimé par l'avocat de Gauthier, M^e Affichard, dont la presse se fait l'écho. Dans *Le Journal de Maine-et-Loire*, Édgar Grangé résume la stratégie de l'avocat de la défense pendant le procès : « À l'audience, ils [les accusés] se bornent à se renvoyer l'un à l'autre les responsabilités et l'idée de l'assassinat. Mais la lecture des nombreuses lettres adressées par la femme Bruère à son amant prouve que cette idée lui appartient. La lecture de ces lettres où les expressions de la passion la plus vive et la plus exaltée se mêlent à la férocité la plus atroce [...] excite dans l'auditoire la sensation la plus profonde et la répulsion la plus vive⁴⁸. » Ce point de vue est, à en croire le Président des assises, celui d'une partie de l'opinion publique dans le Maine-et-Loire et du jury⁴⁹ : « Dans l'arrondissement de Baugé, le public considère la femme Bruère comme plus coupable que son amant [...]. Le

46. Parmi les nombreuses études historiques sur la peine de mort, voir : BERTRAND, Régis, CAROL, Anne (dir.), *L'Exécution capitale. Une mort donnée en spectacle. XVI^e-XX^e siècles*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2003, 282 p. ; BESSETTE, Jean-Michel, *Il était une fois... la guillotine*, Paris, Éditions Alternatives, 1982, 126 p. ; LE QUANG SANG, Julie, *La Loi et le bourreau. La peine de mort en débats (1870-1985)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 266 p. ; FARCY, Jean-Claude, « La peine de mort : pratique judiciaire et débats », *Criminocorpus, revue hypermédia*, [en ligne], *Autour des Archives d'anthropologie criminelle*, 3. *Criminologie et droit pénal*, connection le 27 octobre 2010 [<http://criminocorpus.revues.org/129>].

47. Rapport sur une double condamnation capitale – ministère de la Justice, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

48. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 44, du 20 février 1873, article signé par Édgar Grangé.

49. Sur le fait social de l'émotion et de l'indignation dans les cultures de masse, ainsi que les concurrences avec « le régime de la justice », voir les travaux du sociologue Luc Boltanski : BOLTANSKI, Luc, *L'Amour et la Justice comme compétences*, Paris, Éditions Métailié, 1990, 382 p. ; BOLTANSKI, Luc, *La Souffrance à distance ; morale humanitaire, médias et politique ; la présence des absents*, Paris, Gallimard, Folio essais, 2007, 519 p.

jury a apprécié de la même manière la culpabilité relative des deux assassins⁵⁰. » En effet, lors de la délibération du jury, six des douze membres ont voté les circonstances atténuantes en faveur de François-Adrien Gauthier, alors qu'aucune voix ne s'est prononcée pour la femme Bruère. Sept voix auraient suffi pour que Gauthier ne soit pas condamné à mort, mais aux travaux forcés à perpétuité. Après le verdict, tous les membres du jury ont signé, et donc appuyé, le recours en grâce de l'amant, alors que quatre ont refusé de le faire pour la maîtresse. La responsabilité et la culpabilité de la femme apparaissent plus grandes aux yeux des jurés.

Si ces deux stratégies sont différentes, elles se rejoignent dans le but qu'elles cherchent à atteindre : « sauver la tête » des deux accusés⁵¹. Si les deux accusés sont reconnus comme également coupables, ou si la femme Bruère est considérée et acceptée comme potentiellement « plus coupable » que Gauthier, « la répugnance à appliquer aux femmes la peine capitale⁵² » dans l'opinion publique obligera les autorités étatiques à gracier Marie-Madeleine Bruère et par voie de conséquence son amant⁵³. Cette stratégie s'appuie aussi, lors du procès, sur une plaidoirie de M^e Cubain « contre la peine capitale ». Misant sur le mythe de la passion et comptant tirer profit des représentations traditionnelles autour de la prétendue faiblesse féminine, il lance un appel « à la pitié des jurés qui ne voudraient pas relever à Angers un échafaud que l'on y avait pas vu depuis 1851 et surtout y faire monter une femme dont le crime était atténué par les égarements de sa passion et la faiblesse de son sexe⁵⁴ ».

Cet objectif est très bien compris par Duchastenier qui travaille à en contrer la portée et les effets. Il affirme ainsi :

50. Rapport sur une double condamnation capitale – ministère de la Justice, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

51. Sur les demandes de grâces formulées par des femmes, voir : BANAT-BARGER, Françoise, « Les demandes de grâces formulées par les femmes délinquantes, 1919-1939 », dans BARD, Christine, CHAUVAUD, Frédéric, PERROT, Michelle et PETIT, Jacques-Guy, *Femmes et justice pénale (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2002, p. 305-316. Même si l'article mentionné ici ne porte pas précisément sur la fin du XIX^e siècle, la présentation que l'auteur fait des sources (comme de leur exploitation d'ailleurs) revêt des intérêts multiples pour les chercheurs travaillant sur les grâces de la période contemporaine.

52. Note d'A. Thiers du 29 mars 1873, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

53. Cette répugnance à exécuter une femme est aussi soulignée par le Président des assises dans le rapport sur la double exécution capitale (Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73) : « la femme Bruère doit bénéficier de la [...] mesure d'indulgence [...] parce qu'on applique rarement aux femmes la peine capitale », et par l'évêque d'Angers dans sa lettre au Président de la République en date du 1^{er} mars 1873 (*idem*) : « Un tel spectacle, bien loin de produire aucune impression salutaire, ne ferait que soulever une vive répugnance dans la conscience publique. Je dois le dire à l'honneur de ma ville épiscopale, il y règne une douceur de mœurs et de caractère, et l'on s'y ferait difficilement à l'idée de voir tranchée la tête à une femme sur une place publique.@ »

54. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 44 du 20 février 1873, article signé par Edgar Grangé.

« les deux défenseurs [...] ont soutenu [...] que l'auteur principal était moins coupable que sa complice et qu'après avoir tenté de grossir la culpabilité de celle-ci, ils ont déclaré que nos mœurs s'opposaient à ce qu'une femme subisse la peine capitale. La vérité est que la femme Bruère a conseillé l'assassinat à Gauthier qui n'avait pas besoin de longues excitations pour le commettre. Il a essayé quatre fois d'attenter à la vie de sa victime et c'est bien de son propre mouvement qu'il a pris dans la cuisine du château de Maulne le large couteau avec lequel il a tué Bruère après l'avoir attendu seul pendant plus d'une heure. Si la dernière expiation devait être infligée à l'un seulement des condamnés, j'admettrais la pensée [...] que l'auteur principal qui a tué avec une volonté persévérante et maîtresse d'elle-même doit plutôt subir le châtiment que la complice qui n'avait ni l'énergie morale, ni la force physique, ni les moyens matériels de commettre le crime⁵⁵. »

Le Procureur procède donc à un complet renversement en ce qui concerne la responsabilité relative des deux condamnés. Se basant sur les faits criminels et attribuant à François-Adrien Gauthier les circonstances aggravantes (la préméditation et le guet-apens), ainsi que des traits de caractère inexcusables (volonté persévérante et maîtresse d'elle-même), il fait de l'amant le premier responsable de l'assassinat, la froideur semblant constituer le critère essentiel pour séparer les criminels aliénés (donc irresponsables) de ceux responsables de leurs actes qui agissent avec une insensibilité inhumaine.

Le souci d'exemplarité de la peine et le sort de Gauthier

Comme l'a montré Marc Renneville, la figure du criminel, comme celle du fou d'ailleurs, si elles sont « intimement liées à notre conception du lien social, [...] sont [...] toujours mobilisées lorsque le sens de la peine est discuté par les politiciens⁵⁶ ». Exprimant sa position dans une lettre au Garde des Sceaux, le Procureur général Dechasténier revient sur « le caractère odieux de l'assassinat dont les condamnés doivent répondre » avant d'insister sur « l'utilité de maintenir dans nos lois la peine capitale » justifiée, elle, « par les nombreux attentats commis contre les personnes⁵⁷ ». Signe de la perméabilité des registres discursifs, Édgar Grangé n'hésite pas à reprendre l'argumentaire du magistrat lorsqu'il affirme que l'avocat général « parla au nom de la société outragée et vengea la victime tombée sous les coups des deux assassins. En l'entendant, on sentait qu'il y avait là une

55. Rapport sur une double condamnation capitale – ministère de la Justice, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissey, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

56. RENNEVILLE, Marc, *Crime et folie. Deux siècles d'enquêtes médicales et judiciaires*, Paris, Fayard, 2003, 527 p.

57. Lettre du procureur général auprès de la Cour d'appel d'Angers destinée au Garde des Sceaux en date du 28 mars 1873, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissey, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73. Il reprend alors deux affaires similaires qui ont eu lieu dans son ressort, dans le département de la Sarthe pour justifier la nécessité de maintenir dans les lois françaises la peine capitale.

de ces causes dans lesquelles il est impossible à la conscience de mettre la pitié au-dessus du devoir⁵⁸ ».

Dans une lettre au Garde des Sceaux, Duchasténier ajoute même « que le crime de Gauthier et de la femme Bruère a eu, dans ce ressort, un grand retentissement et que, si les condamnés obtenaient le bénéfice d'une décision gracieuse, cette décision serait prochainement invoquée devant le jury à l'appui de la thèse hardiment soutenue par plusieurs défenseurs qu'en réalité la peine capitale a cessé d'être exécutée⁵⁹ ». Dans un souci d'exemplarité, il s'agit de montrer à l'opinion publique locale que la peine de mort est bien une peine qui s'applique. La crainte fondamentale du procureur général (et qui justifie son point de vue) porte donc sur les conséquences qu'aurait une décision gracieuse pour les deux condamnés à mort sur les jugements futurs de crimes semblables : « Si l'arrêt prononcé contre Gauthier et la femme Hérisse n'était point exécuté, la commutation de peine dont profiteraient ces condamnés serait constamment invoquée dans le ressort comme un précédent décisif, afin d'obtenir du jury l'admission systématique des circonstances atténuantes et d'arriver ainsi à l'abolition réelle de la peine de mort⁶⁰. »

Cette inquiétude du magistrat à propos des conséquences que susciterait l'octroi de grâces à ces deux criminels réside peut-être dans les démarches entreprises par certaines personnes pour justifier la « logique et juste » nécessité de leur accorder une commutation de peine. C'est surtout le cas de l'évêque d'Angers qui se réfère à une affaire semblable⁶¹ :

« Par arrêt du 12 mai 1856 de la Cour d'assises de Maine-et-Loire, le Sieur Ricou et la femme Serrault avaient été condamnés à mort pour le même crime [...]. Pourvoi devant la cour de cassation, renvoi devant les assises de la Mayenne et nouvelle condamnation à mort. Or, malgré la sentence deux fois répétée, l'évêque de Laval obtint de l'Empereur Napoléon III la grâce des deux condamnés [...]. Il eut soin de faire valoir la pieuse et touchante tradition constamment observée à cet égard par les Chefs de l'État en France, et il obtint gain de cause. Serais-je assez malheureux pour ne pas obtenir le même acte de clémence sous le gouvernement de la République⁶² ? »

58. *Le Journal du Maine-et-Loire*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 72 Jo 69, n° 38 du 15 février 1873, article signé par Edgar Grangé.

59. Lettre du Procureur général auprès de la Cour d'appel d'Angers destinée au Garde des Sceaux en date du 28 mars 1873, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérisse, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

60. Rapport sur une double condamnation capitale – ministère de la Justice, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérisse, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

61. L'affaire évoquée est l'affaire Ricou-Serrault (1856). On dispose d'un dossier très incomplet sur cette affaire aux Arch. dép. du Maine-et-Loire sous la cote 2U 1944 et d'articles de journaux permettant de faire la lumière sur les faits, les procès, et les grâces de ces deux condamnés à mort.

62. Lettre de l'Evêque d'Angers au ministre de la justice en date du 19 mars 1873, Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérisse, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

Une note d'Adolphe Thiers, en date du 29 mars 1873⁶³ va complètement dans le sens des idées et des motivations du procureur général. Les choix de lexique pour définir les divers avis émis en faveur de la grâce ou de l'exécution des condamnés sont très révélateurs. Jugeant les positions des premiers, et en particulier celles du Président des Assises, il parle de « morale judiciaire étrange », d'« impressions fugitives », de « frivoles motifs » et de « pauvres raisons ». Concernant ensuite les démarches des avocats de la défense, il affirme : « Tout cela est artificiel et sans fondement » ; le condamné Gauthier est défini comme « atroce » ; et l'opinion publique évoquée par eux comme « fictive ». À cette description, il oppose les motivations « sages », « fortes » et « clairvoyantes », ainsi que les « vrais principes » du procureur général. Selon une opposition lexicologique de la vérité et du mensonge ou de la réalité et de la fiction, Thiers se range clairement du côté du procureur en faveur de la préservation sociale, face à des crimes qui, selon eux, « se multiplient à l'infini » et qui constituent des agressions inacceptables, du point de vue moral, contre la cellule de base de la société, à savoir la famille.

Dans une note du 4 avril 1873, son avis définitif est explicitement donné :

« Après une nouvelle lettre du procureur général, après la lettre de M. le Garde des Sceaux lui-même, qui en raison des circonstances, se range au parti de la sévérité, je ne puis conserver aucun doute, et je me décide à l'égard du nommé Gautier à laisser son libre cours à la justice. J'admets la commutation de peine proposée à l'égard de la femme Bruère, bien qu'elle soit aussi coupable que son complice, mais parce qu'elle est une femme et qu'il y a aujourd'hui répugnance à appliquer aux femmes la peine de mort, et qu'une exécution suffira à produire l'effet que M. le procureur général juge nécessaire⁶⁴. »

Le pouvoir exécutif dessaisit donc le jury des suites d'une affaire dont il serait incapable de cerner et de maîtriser les enjeux judiciaires, politiques et sociaux. Une tête devait tomber, pour l'exemple, sans toutefois heurter l'opinion publique locale. En tant que forme de pardon judiciaire, la grâce suscite une réflexion sur l'opportunité pour la société d'un renoncement à l'exécution de la peine prononcée. Cette perspective de pardon, « figure emblématique du pouvoir personnel du chef de l'État, instrument remettant en cause l'autorité de la chose jugée et représentant une sorte de déni de justice au détriment du corps social⁶⁵ » relève en fait chez certains d'entre eux d'un profond souci de préservation sociale. Qu'il permette de contrer les effets d'une justice considérée parfois comme trop sévère, ou qu'il serve

63. Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

64. Arch. Nat., Dossier de demande en grâce de Gauthier et Hérissé, BB24 2039/1, dossier n° 1278 S73.

65. COLTEL, Antony, *Le Pardon judiciaire : la grâce et la réhabilitation judiciaire sous la III^e République (1885-1939)*, mémoire dactylographié de DEA, université d'Angers, 1998, p. 35. Voir aussi du même auteur, « Le pardon ou l'oubli ? La réhabilitation judiciaire sous la III^e République : le cas d'Angers », *Crime Histoire et Sociétés*, 11, 2, 2008, p. 89-106.

à la préservation sociale et à la défense de valeurs chères au régime politique, le droit de grâce offre donc une précieuse possibilité, pour le chef de l'État et ses collaborateurs, de codifier et normaliser la vie sociale. Il est en ce sens un formidable outil de régulation sociale.

La femme Bruère voit donc sa peine de mort être commuée en une peine de travaux forcés à perpétuité. La demande en grâce de François-Adrien Gauthier rejetée, il est exécuté le 15 avril 1873 à 5 heures du matin par M. Roch, devant une foule qui « se port[e] en masse au lieu de l'exécution⁶⁶ », le Pâtis Saint-Nicolas à Angers. Comme le souligne le journaliste, « ce malheureux jeune homme, de 22 ans, à la figure blonde et pâle, a éprouvé à la nouvelle de sa fin, un horrible saisissement. Il est tombé dans un état de prostration complet qui ne l'a pas quitté jusqu'au dernier moment ».

•

L'étude de l'affaire Gauthier-Hérissé permet donc d'appréhender des regards portés sur des comportements criminels dans le Maine-et-Loire au début de la décennie 1870 et de comprendre « comment une société donnée rend possible la construction de cette figure [de la monstrosité] » tout en appréciant « la signification que celle-ci peut revêtir, entre expression hallucinée et dénégation, en termes d'angoisses et d'inquiétudes sociales⁶⁷ ».

Elle nous permet de saisir la construction de la figure de la monstrosité, donc des pratiques et des stratégies discursives à l'ère des masses, ce type d'analyse constituant une entrée sur les normes et les valeurs dominantes. Si ces regards variés (institution judiciaire, responsables politiques, presse...) se complètent, ils se caractérisent aussi par une perméabilité des registres. Le chroniqueur Édgar Grangé mobilise et façonne l'opinion autour de l'affaire par la construction du fait divers où se mêlent étrangeté, incompréhension et indignation. Il est un vecteur des normes dominantes et par là même de l'ordre social établi. Reprenant, et influençant sans doute aussi, les discours ou les registres lexicaux émis par des institutions fortement marquées par les idées conservatrices, il se fait le garant de l'ordre, à plusieurs reprises le porte-parole et le défenseur de la société outragée.

Les parcours des deux condamnés avant, mais aussi après leurs condamnations, s'inscrivent ainsi dans un tissu social complexe où s'expriment des représentations, des enjeux moraux, judiciaires, sociaux et politiques, parfois contradictoires. Dès lors, le fait divers, construit et arrangé, donne à voir à l'opinion l'effroyable et l'impensable. Véritable révélateur des normes acceptables, il s'avère être en même temps un élément nourrissant et structurant la figure du monstre.

66. *Le Journal d'Angers*, Arch. dép. du Maine-et-Loire, 69 Jo 2, n° 271 du 17 avril 1873. Non signé.

67. CAIOZZO, Anna et DEMARTINI, Anne-Emmanuelle, « L'histoire des monstres... », *op. cit.*, p. 22.

RÉSUMÉ

Le présent article correspond à une étude de cas qui se propose d'étudier l'affaire Gauthier-Hérissé (1872-1873), une affaire qui, à en croire les multiples sources disponibles, a marqué l'opinion angevine au début des années 1870 et mobilisé les institutions locales et nationales. D'abord descriptif, puis plus analytique, il permet de s'interroger, à partir de représentations et de regards variés, sur la construction sociale d'un fait divers et de la figure de la monstruosité dans un contexte historique et local particulier. L'attention portée aux diverses pratiques et aux stratégies discursives permet un examen des normes et des valeurs dominantes.

ABSTRACT

The present article deals with a case study intending to look into the Gauthier-Hérissé affair (1872-1873), a case which, according to many available sources, impressed the Angevin opinion at the beginning of the eighteen seventies and mobilized the local and national institutions. Being at first descriptive, then more analytical, this article enables us, from various perceptions and different points of view, to wonder about the social development of an event and the representation of monstrosity in a particular historical and local context. The attention devoted to the different customs and the discursive strategies allows us to examine the prevailing standards and values.